



Par courriel du 18 mai, notre Directeur Général annonce un grand « remue-méninges » pour préparer les nouvelles orientations stratégiques de la DGFIP qui définiront le prochain contrat d'objectifs et de moyens (C.O.M.) : la feuille de route pluri-annuelle qui planifie la destruction de nos missions dans un cadre de restrictions budgétaires de plus en plus drastiques.

Instrumentaliser une démarche qui se prétendrait participative pour demander aux agent.es de réfléchir eux-mêmes à la manière de se priver des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions ; ou leur demander de penser la dégradation du service qu'ils ou elles devront rendre demain aux usager.es, il fallait oser !

Cette "démarche participative inédite", selon les mots du DG, M. Fournel, est supposée permettre à chacun et chacune de dire ce qu'il ou elle pense de la DGFIP, de ses missions, de ses conditions de travail... Une véritable opportunité nous dit-on ! Pourtant depuis 10 ans les milliers d'agentes et agents rescapé.es de la DGFIP donnent leur avis, via le baromètre social, qui ne cesse de se dégrader d'année en année sans que cela n'émeuve personne.

Au cas présent, et à la différence du baromètre social, il ne s'agit pas de tenir compte de l'expression des agent.es mais d'engager un processus pervers exigeant des collègues qu'ils et elles soient les artisans de la destruction de leur propre administration (ou à défaut qu'ils ou elles la cautionnent par leur seule présence ou participation).

Pour preuve, à Paris, seul.es quelques agent.es sélectionné.es « *sur la base du volontariat* » seront appelé.es / désigné.es par des référent.es A+ chargé.es de composer des micro-ateliers de réflexion « métiers ».

Les organisations syndicales, exclues de cette consultation, n'ont même pas pu obtenir les feuilles de route censées servir de fil conducteur à ces différents ateliers.

Cette opacité est voulue par la DG, qui souhaiterait ainsi une « réflexion spontanée » (comprenez par là : une absence totale de temps nécessaire à l'élaboration d'une pensée critique) et des agent.es prêt.es à suivre les orientations qui leur seront dictées.

Comment croire que cette consultation n'est autre chose qu'un « plébiscite », quand la participation doit par ailleurs être menée dans un délai extrêmement contraint (avant l'été) ?

À l'instar des ateliers organisés en décembre dernier dans le cadre de l'utilisation du budget pour « l'amélioration du cadre de vie », tout laisse à penser que seules les propositions conformes aux desseins de l'administration seront retenues.

Après avoir épuisé toutes les pistes de réflexion pour réinventer une organisation du travail qui tente vainement de pallier les suppressions d'emplois massives subies depuis des années, la DG s'en remet désormais à l'inspiration « auto-destructrice » des agent.es.

Seules les revendications auxquelles la Direction continue de rester sourde mériteraient d'être portées au sein de ces ateliers : l'arrêt des suppressions d'emplois et l'arrêt de la destruction de notre réseau et de nos services de proximité (NRP, démétropolisation), l'embauche de personnels statutaires...

Personne n'est dupe de la finalité réelle de cet exercice. Chacun.e peut faire le choix d'y participer ou non. Mais alors il faudra y porter avec force l'indispensable besoin de moyens humains de notre administration. Et surtout il s'agira de ne pas rendre une copie à notre DG qui fasse office de validation tacite ou expresse des projets funestes, passés et futurs, des Directions locales et nationales.